Communiqué de la CGT de la raffinerie Total Normandie



la cgt
TotalEnergies
PLATEFORME
NORMANDIE

Communiqué CGT Plateforme Total Normandie
Mardi 11 Avril 2023

Après 1 mois de grève reconductible depuis le 7 mars et notre participation à toutes les journées de lutte depuis le 19 janvier, le mouvement est levé sur la Plateforme Normandie depuis ce matin.
Aujourd'hui, nous sommes fiers de dire que nous avons mené un combat déterminé depuis le premier jour et que si les grèves reconductibles dans plusieurs secteurs commencent à peiner, rien n'est réglé pour Macron. Plus affaibli que jamais, il est désormais clair pour tout le monde que son régime ne tient plus que par la police et la répression. Dans ces conditions, il se sait incapable de traverser les quatre longues années qui lui restent et encore moins de faire passer la suite des contre-réformes qu'il a en tête. Ce qui compte dorénavant, pour toutes celles et ceux qui se sont battus et qui continuent de le faire, c'est de savoir avec quels acquis nous repartirons au front.

Le premier d'entre eux, sur la Plateforme, c'est l'union des revendications des travailleurs précaires et des opérateurs en CDI, l'organisation d'assemblées générales communes et la socialisation de nos forces. Dans la continuité de notre grève pour les salaires de l'automne, nous n'avons cessé d'affirmer que nous ne nous limiterions pas nos revendications à la question des retraites, et que la revendication d'augmentation massive des salaires et leur indexation sur l'inflation aurait pu faire basculer l'ensemble du monde du travail dans la lutte face au gouvernement et au patronat.

Ensuite, nous sommes de ceux qui n'avons jamais cru à la méthode des journées d'actions isolées. Aux côtés des énergéticiens, des transports et d'autres fédérations, nous avons mis toute notre énergie dans la construction d'une grève reconductible depuis le 7 mars qui a généré une véritable panique du côté du gouvernement et du patronat. Si la mobilisation peine aujourd'hui, ce n'est pas par manque de détermination de la base qui est en grève depuis des semaines, mais bien parce que l'intersyndicale s'est refusée à construire un rapport de force à la hauteur des ambitions de nos adversaires. Plutôt que d'appeler à 7 journées d'actions depuis le 7 mars, elle aurait dû appeler à enchaîner ces journées de grève pour arrêter véritablement l'économie, ce qui aurait changé le destin du mouvement.

Et c'est précisément parce qu'ils ont eu peur de tout perdre que la préfecture, main dans la main avec Marion, directeur de la plateforme, et la hiérarchie, a cherché à imposer la reprise du travail par la force en réquisitionnant les grévistes. Pire : leur objectif c'était de porter un coup durable au droit de grève et de préparer le terrain des offensives à venir. De notre côté, nous avons répondu avec une fermeté exemplaire, alors que l'intersyndicale se taisait sur les réquisitions : les grévistes ont résisté, plus de 500 personnes se sont rendues sur le piquet en solidarité et nous avons fini par les plier au Tribunal. Nous n'oublierons pas les flics envoyés à nos familles, les menaces de la direction, les camions de CRS devant la raffinerie. Mais nous n'oublierons pas non plus la reprise de notre piquet de grève, la solidarité interprofessionnelle et le camouflet que nous avons infligé au gouvernement, obligé de revoir sa copie.

Finalement, c'est par le biais de mesures de représailles que Marion a cherché à mettre un terme au mouvement, notamment en volant les RTT des non-grévistes comme des grévistes puis en cherchant à opposer les salariés entre eux. A aucun moment, nous n'avons cru à ces manœuvres. En réalité, la direction sait aussi qu'elle ressort affaiblie de cette bataille qui nous a beaucoup appris.

Aujourd'hui, les raisons de lutter demeurent nombreuses, à commencer par nos conditions de travail déplorables et dangereuses mais aussi pour nos salaires, nos retraites, et contre toutes les offensives anti-sociales qui se préparent.

Nous appelons donc à participer à toutes les journées de grève interprofessionnelles qui continuent d'être appelées par l'intersyndicale et notamment à celle du jeudi 13 avril. Néanmoins, nous refusons de croire que la réunion des « sages » du Conseil constitutionnel ou même la proposition de mettre en place un Référendum d'Initiative Partagé nous permettra d'obtenir le retrait de la réforme.

A l'inverse, il faut continuer de traduire en grève et en manifestation l'immense colère qui s'exprime contre le gouvernement et contre le patronat. La séquence n'est pas refermée, Macron est dans l'impossibilité de gouverner, Marion ne nous fera pas reprendre le travail tête baissée et nous devons nous tenir prêts aux côtés de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse.

, le 15 avril 2023